

L'Observatoire

CENTRE D'ANALYSE
DE LA CCI FRANCE RUSSIE



CCI FRANCE RUSSIE

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE FRANCO-RUSSE



ANALYSE TRIMESTRIELLE DE LA SITUATION POLITIQUE EN RUSSIE

(1^{ER} OCTOBRE – 31 DÉCEMBRE 2018)



L'OBSERVATOIRE

Créé en mars 2012 à l'initiative du Conseil économique de la CCI France-Russie, l'Observatoire a pour vocation de produire une expertise approfondie sur la Russie, ainsi que de promouvoir une meilleure connaissance des réalités françaises auprès des élites politiques et économiques russes. Il publie des notes thématiques et un rapport annuel sur la Russie. Il organise également des manifestations (colloques, séminaires, conférences de presse) à Paris, à Moscou et en régions. L'Observatoire s'est doté d'un conseil scientifique réunissant une quinzaine d'universitaires et experts de renom (Alain Blum, Pascal Boniface, Isabelle Facon, Pierre Kopp, Jean Radvanyi, Marie-Pierre Rey, Georges Sokoloff, Julien Vercueil, Evgueni Gavrilénkov, Natalia Lapina, Fiodor Loukianov, Sergueï Karaganov, Rouslan Poukhov, Konstantin Simonov, Tatiana Stanovaya) qui participent activement à ses travaux.

* La Crimée est mentionnée dans ce bulletin compte tenu de l'importance du sujet dans le débat public russe. La France ne reconnaît pas l'appartenance de la Crimée à la Fédération de Russie.

SOMMAIRE

1. Situation politique : événements et tendances.....	4
1.1. La conférence de presse de Vladimir Poutine.....	4
1.2. L'institutionnalisation de l'influence de Sergueï Kirienko.....	6
1.2.1. La séance du Conseil d'État.....	6
1.2.2. Le Congrès du Front populaire panrusse.....	8
1.2.3. Le Forum international des volontaires.....	9
1.3. Conflit au sein de l'élite autour de plusieurs célèbres rappeurs russes.....	10
1.4. Le Congrès de Russie unie.....	12
2. Administration publique et nominations.....	15
2.1. Nouveau durcissement du contrôle d'Internet.....	15
2.1.1. Nouvelles initiatives de blocage de sites.....	15
2.1.2. L'interdiction d'insulter le pouvoir sur Internet.....	16
2.1.3. Le « problème Yandex ».....	16
2.1.4. Le problème de Google, Twitter et Facebook.....	18
2.2. Le Kremlin entre discours de défense des droits de l'homme et nouveau « tour de vis ».....	18
2.3. Le changement du représentant du président dans le district fédéral du Nord-ouest.....	19
3. Politique régionale.....	21
3.1. L'élection du gouverneur de Khakassie.....	21
3.2. L'élection du gouverneur du territoire du Primorié.....	22
3.3. Les changements de gouverneurs.....	24
3.3.1. Le nouveau président du Bachkortostan.....	24
3.3.2. Le nouveau gouverneur de la région de Koursk.....	25
3.3.3. Le nouveau gouverneur du territoire de Transbaïkalie.....	26
4. Pouvoir et opposition.....	27
4.1. Le problème Alexeï Navalny.....	27
5. Principaux indicateurs sociologiques.....	29
5.1. La baisse du niveau de vie entraîne un changement des priorités de la population.....	29
5.2. La cote de popularité du pouvoir s'est stabilisée mais les sentiments protestataires augmentent.....	29
6. Prospective : les grandes questions du premier trimestre 2019.....	31
6.1. L'adresse du président à l'Assemblée fédérale.....	31
6.2. L'élection présidentielle en Ukraine.....	31
6.3. Les conséquences politiques de la baisse de popularité du pouvoir.....	32

1. SITUATION POLITIQUE : ÉVÉNEMENTS ET TENDANCES

1.1. LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE VLADIMIR POUTINE

Le 20 décembre s'est tenue la conférence de presse annuelle de Vladimir Poutine. Cet événement rappelle de plus en plus l'autre grande émission télévisée à laquelle le président russe participe chaque année, la « Ligne directe » : les journalistes l'ont essentiellement interrogé sur des questions strictement locales, et lui ont adressé des requêtes et des remerciements. Traditionnellement, la conférence de presse est l'occasion pour le chef de l'État d'en appeler directement à ses électeurs ; il n'en reste pas moins que les propos qu'il tient dans ce cadre permettent à la communauté des experts de mieux comprendre ses priorités en matière de politique étrangère comme de politique intérieure. Plusieurs enseignements peuvent être tirés de la conférence de presse de cette année.

- Le président continue de percevoir l'Occident comme une menace majeure pour la Russie. Moscou se prépare à une longue période de tension et n'envisage pas sérieusement de jouer l'apaisement ou de faire des concessions unilatérales. Poutine a qualifié le traitement par les Occidentaux de l'affaire Skripal d'« approche russo-phobe politisée ». « C'est seulement un prétexte pour organiser une énième attaque contre la Russie. S'il n'y avait pas eu les Skripal, ils auraient inventé autre chose », a-t-il déclaré. De toute évidence, aucune réflexion de fond n'est actuellement conduite au Kremlin sur la meilleure façon d'obtenir une réduction des sanctions occidentales (ce qui ne signifie pas pour autant que ces questions ne sont pas évoquées dans les cercles proches du pouvoir, notamment par les « libéraux systémiques » et les milieux d'affaires). Dans l'état actuel des choses, il ne faut sans doute pas s'attendre à court terme à la libération des marins ukrainiens arraisonnés fin novembre dans le détroit de Kertch, à un relâchement du contrôle exercé sur le Donbass ou à la fin des tentatives d'influencer les sociétés occidentales par le biais des infrastructures de communication russes (réseaux sociaux, propagande, *fake news*, etc.).

- Le facteur nucléaire a brusquement gagné en importance. La Russie juge inéluctable une dégradation de l'actuel équilibre stratégique de dissuasion et estime que le risque de guerre nucléaire a augmenté. Poutine affirme que ce risque est grandement sous-estimé — façon pour le président de faire comprendre que son pays envisage les scénarios les plus catastrophiques. Le Kremlin met en garde contre un abaissement du seuil d'emploi de l'arme nucléaire (la faute en reviendrait aux États-Unis mais, explique Poutine, la Russie serait alors contrainte de réagir) et contre le risque accru d'un emploi tactique de l'arme nucléaire et de missiles balistiques non nucléaires. Il convient d'ajouter que lors d'une réunion publique au ministère de la Défense tenue le 18 octobre, Vladimir Poutine a parlé avec une inhabituelle ferveur du développement des forces nucléaires stratégiques de la Russie — un domaine qui apparaît de plus en plus comme l'ultime atout russe dans la confrontation avec l'Occident.

- Pour ce qui concerne les questions socio-économiques intérieures, Vladimir Poutine a confirmé l'importance exceptionnelle qu'il accorde aux « projets nationaux » mis en œuvre dans le cadre de son Décret de mai. Allant à l'encontre du pessimisme latent de l'appareil bureaucratique et de l'élite des affaires quant à la faisabilité de ces grands projets, le chef de l'État s'est montré très confiant. En outre, il estime que la situation du pays est stable. Tout cela donne l'impression que le Kremlin sous-estime gravement les conséquences sociales de mesures telles que le changement de taxation du secteur pétrolier (qui a provoqué une hausse du prix de l'essence), l'augmentation de la TVA (qui a provoqué une augmentation de l'inflation), l'impôt sur les entrepreneurs individuels (Poutine a tout simplement ignoré cette question, montrant ainsi qu'il la considérait comme négligeable), la hausse des charges de logement, etc. La dégradation du bien-être social, qui a été évoquée à de multiples reprises pendant la conférence de presse (par des journalistes travaillant pour des médias loyaux envers le pouvoir, il faut le souligner), n'a guère semblé émouvoir Poutine. Une question critique envers les fonctionnaires et rappelant à quel point la vie quotidienne de la population était difficile, posée par un journaliste de la *Komsomolskaïa Pravda*, a valu à son auteur une répartie cinglante du président. Ce dernier a bien admis qu'il existait des inégalités de revenus en Russie, mais il a immédiatement rappelé que ce problème existait également dans les pays occidentaux, refusant de reconnaître la baisse du niveau de vie des Russes.

- La dissonance entre l'état d'esprit de la population et le discours de Poutine saute aux yeux. Le grand public comme les journalistes participant à la conférence de presse accordent une grande importance à la réforme des retraites, dont il apparaît de plus en plus clairement qu'il n'y a plus lieu d'espérer qu'elle sera annulée. Le président, lui, paraît juger qu'il s'agit d'une mesure purement technique. Autre question importante : la nostalgie ressentie à l'égard de l'Union soviétique par une partie de la population qui souhaiterait un retour au socialisme. Vladimir Poutine a résolument rejeté une telle perspective, mais la hausse, parmi les citoyens, d'une demande de stabilité « à la soviétique » et de garanties sociales aussi fermes qu'à l'époque de l'URSS est un élément qui doit être pris en compte.

- Comme c'est désormais habituel, Poutine s'est montré largement indifférent aux questions de politique intérieure. Interrogé sur les victoires obtenues aux élections gubernatoriales par plusieurs candidats de l'opposition (notamment le gouverneur de la Khakassie Valentin Konovalov, qui fait actuellement l'objet d'une campagne de dénigrement dans les médias), le président s'est contenté de répondre par des généralités sur l'importance de respecter les promesses électorales.

- Sur des sujets d'actualité particulièrement « chauds » — le schisme des Églises orthodoxes, l'incident militaire entre forces russes et ukrainiennes dans le détroit de Kertch et les relations Russie-Occident dans leur ensemble —, le discours officiel est marqué par une plus grande retenue. Vis-à-vis de Kiev, la Russie a apparemment opté pour une posture attentiste qui durera jusqu'à la fin de la campagne présidentielle ukrainienne, sur laquelle Moscou n'a pratiquement aucune prise.



En public, Vladimir Poutine se montre de moins en moins désireux de « parler vrai » sur les questions de politique étrangère et intérieure. Il semble considérer sa traditionnelle grande conférence de presse, ainsi que les « Lignes directes », comme des obligations professionnelles auxquelles il doit se plier, et non plus comme des occasions d'exprimer le fond de sa pensée ou d'envoyer des messages à des destinataires choisis. Le président « se renferme », ce qui a un effet sur l'ensemble du processus de prise de décision politique, qui devient de plus en plus opaque, d'autant plus que dans les domaines auxquels Poutine continue de s'intéresser vivement, on assiste à une hausse constante de l'influence des militaires et des services spéciaux. En politique intérieure, l'inertie est toujours de mise, le pouvoir sous-estimant la gravité des changements structurels et des risques sociaux.

1.2. L'INSTITUTIONNALISATION DE L'INFLUENCE DE SERGUEÏ KIRIENKO

1.2.1. LA SÉANCE DU CONSEIL D'ÉTAT

Le 23 novembre, Vladimir Poutine a présidé une séance du Conseil d'État réformé. La modification apportée à cette instance a été l'un des événements politiques les plus importants de l'année : elle pourrait avoir des effets majeurs sur le mécanisme de prise de décision des structures étatiques.

Poutine a créé le Conseil d'État en septembre 2000, en tant qu'organe consultatif non constitutionnel composé, à la suite de la réforme de la Chambre haute du Parlement (le Conseil de la Fédération), des chefs des exécutifs régionaux. À l'époque, le président était confronté à une fronde des « barons », et l'une de ses premières décisions politiques fut de neutraliser l'autonomie des gouverneurs, dont une bonne partie s'étaient opposés à lui aux élections législatives de décembre 1999 en rejoignant le bloc « Patrie – Toute la Russie » (OVR) de Iouri Loujkov. Depuis, le Conseil d'État n'a pratiquement jamais eu le moindre rôle : si des sujets importants pour le pouvoir fédéral y étaient périodiquement évoqués, les gouverneurs jugeaient que le seul intérêt de cette instance était qu'elle leur permettait de s'asseoir de temps à autre à la table des négociations avec Poutine. La situation a radicalement changé en mai 2018, quand le superviseur de la politique intérieure au sein de l'administration présidentielle Sergueï Kirienko a décidé d'utiliser le Conseil d'État pour accroître son influence. Jusqu'alors, la direction en charge du fonctionnement de cet organe était supervisée par Igor Levitine ; mais en juin, elle a été placée sous la responsabilité d'Alexandre Kharitchev, un proche de Kirienko. Kirienko et Kharitchev ont transformé le Conseil d'État en un important lieu de prise de décision, susceptible de chapeauter le gouvernement. Dans ce dossier, Kirienko a obtenu le soutien politique de Poutine en convainquant le président que c'est précisément le Conseil d'État qui devrait être chargé de la préparation des mesures d'application du Décret de mai.



Les fonctions du Conseil d'État ont été significativement élargies : il devient un forum de discussion unique entre le Kremlin, le gouvernement, les gouverneurs et les experts, dont le fonctionnement dépendra largement de Kirienko. Les gouverneurs joueront désormais un rôle secondaire. La mise en scène de la séance du 23 novembre est porteuse d'enseignements : tous les participants à la réunion ont été installés autour de sept tables, chacune étant consacrée à un thème précis. À la table principale — « questions systémiques » —, on retrouvait Vladimir Poutine, Sergueï Kirienko (superviseur du Conseil d'État), Igor Levitine, le maire de Moscou Sergueï Sobianine, le vice-Premier ministre et ministre des Finances Anton Silouanov et le conseiller du président pour les affaires économiques Andreï Belousov. La présence à la table de Poutine de Sergueï Sobianine a surpris les observateurs ; ce privilège souligne le statut à part qui est le sien au sein de l'élite russe.

La répartition des participants aux autres tables dépendait des sujets évoqués. Quelques éléments notables :

- La présence du secrétaire du Conseil général du parti Russie unie Andreï Tourtchak à la table ronde « Écologie » — ce sujet est aujourd'hui l'un des plus sensibles politiquement (il suffit pour s'en convaincre de se remémorer la « crise des ordures » qui a eu lieu dans la région de Moscou et dans plusieurs autres régions du pays). Tourtchak était le seul représentant de Russie unie à la séance du Conseil d'État.
- La contribution aux travaux du Conseil d'État de plusieurs représentants influents du camp libéral : Vladimir Maou (table « Économie »), Iaroslav Kouzminov (« Science et éducation ») et le directeur de la Sberbank German Gref (« Économie numérique »). Leur présence institutionnalise leur participation à l'élaboration de la politique économique, mais ne signifie pas pour autant qu'ils exerceront une influence déterminante en la matière.
- La nouvelle formule confère un rôle clé à Sergueï Kirienko, qui sera chargé de déterminer l'ordre du jour des travaux du Conseil d'État à travers la répartition des rôles entre ministres, gouverneurs et experts pour la mise en œuvre du Décret de mai. Car la « structure » même des travaux du Conseil d'État n'est régulée par aucune loi, ce qui offre à Kirienko une certaine marge de manœuvre. Tout prochainement se tiendront des séances du Conseil d'État consacrées à chacun des douze projets nationaux désignés dans le Décret de mai, et Kirienko devient donc un maillon crucial dans la chaîne Kremlin-gouvernement-gouverneurs. Des groupes de travail *ad hoc* seront créés, chacun d'entre eux se voyant doté de sous-groupes sectoriels, ce qui doublera avec certaines fonctions du gouvernement.

Ces dernières années, les grandes orientations de la politique publique ont été de moins en moins discutées au sein du gouvernement. Ces discussions se déroulaient essentiellement soit lors de réunions présidées par Poutine en présence de ministres, de hauts responsables de l'administration et de dirigeants de grandes entreprises (selon le thème du jour), soit lors des réunions hebdomadaires du Conseil de sécurité (mais dans ce cadre, les débats avaient tendance à pencher en faveur des structures de force, ce qui inquiétait une bonne partie de l'élite). Désormais, le Conseil d'État offre un forum d'échanges qui peut se révéler pratique pour Poutine. Mais comme les questions géopolitiques restent prioritaires pour le président, il ne va probablement pas participer à ces réunions chaque semaine (comme il le fait pour le Conseil de sécurité), ce qui signifie que Kirienko va devenir le principal superviseur du gouvernement et des gouverneurs au nom du chef de l'État.

1.2.2. LE CONGRÈS DU FRONT POPULAIRE PANRUSSE

Le Front populaire panrusse a tenu le 29 novembre à Moscou un congrès qui a abouti à un renouvellement important de sa direction. Les militants ont élu le nouvel état-major, lequel a à son tour élu cinq co-présidents du Front (au lieu de trois précédemment). Il s'agit du célèbre médecin Léonid Rochal ; de la directrice du centre éducatif « Sirius » Elena Chmeleva (ce centre a été créé par le violoncelliste Sergueï Roldouguine, connu pour être un ami de Poutine) ; du directeur général de KamAZ Sergueï Kogoguine (un proche du patron de Rostec Sergueï Tchemezov) ; de la co-présidente du « Régiment immortel » Elena Tsounaeva ; et du vice-doyen de l'Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du président de la Fédération de Russie (RANKhiGS) Alexeï Komissarov, qui est un proche de Kirienko (il est en charge du programme de formation des futurs dirigeants « Leaders de Russie », auquel Kirienko accorde une très grande importance). Il faut noter que Chmeleva et Kogoguine avaient co-dirigé la campagne électorale de Poutine lors de la présidentielle de 2018.

Plusieurs personnalités proches de Viatcheslav Volodine, au premier rang desquelles le chef du comité exécutif Alexeï Anissimov, ont perdu leur place à l'état-major, ce qui signifie que Sergueï Kirienko récupère progressivement la supervision du Front. Peu après le congrès, Anissimov a été remplacé à la tête du comité exécutif par l'ancien gouverneur par intérim de la Khakassie Mikhaïl Razvojaïev, qui n'avait pas réussi à empêcher l'élection à la tête de cette région du communiste Valentin Konovalov. Le Front populaire panrusse passe ainsi sur le contrôle des « technocrates ».

Dans sa nouvelle forme, le Front populaire panrusse prétend se voir confier des fonctions civiques plus que politiques : le contrôle du pouvoir, le suivi de la mise en œuvre du Décret de mai, la gestion de l'application mobile « Contrôle populaire », etc. En cela, il conserve son rôle précédent, qui lui avait été attribué après sa création par l'ancien superviseur de la politique

intérieure à l'administration présidentielle Viatcheslav Volodine. Dans le même temps, ce nouveau format ressemble à une équipe de campagne et reflète les positions idéologiques du Kremlin : l'accent est mis sur le patriotisme, les programmes sociaux (d'où la présence parmi les cinq co-présidents du populaire Rochal) et le renouvellement des cadres (via le programme « Leaders de Russie »). Le Front va dans une certaine mesure compenser la faible influence de Kirienko sur Russie unie (ce qui ne signifie pas pour autant que cette influence ne va pas augmenter). Kirienko voudrait que le Front devienne une sorte d'intermédiaire entre le pouvoir et la société, dans un contexte marqué par la baisse de la confiance de la population et par la crise des institutions politiques. Le Front est appelé à promouvoir au sein de la société des informations positives dans des domaines comme la lutte contre la corruption et contre les abus des fonctionnaires, et à réagir aux problèmes sociaux.

1.2.3. LE FORUM INTERNATIONAL DES VOLONTAIRES

Le Forum international des volontaires s'est tenu à Moscou du 2 au 5 décembre, en présence de Vladimir Poutine. Le mouvement des volontaires est également un projet supervisé par Sergueï Kirienko. Il est significatif qu'il a été décidé d'organiser à brève échéance une séance spéciale du Conseil d'État consacrée à soutenir ce mouvement : il s'agit d'une nouvelle victoire d'appareil de Sergueï Kirienko.

Si le Front populaire panrusse doit incarner un soutien « civique » au régime, le Mouvement des volontaires, lui, a pour vocation de devenir un réseau de bénévoles organisé horizontalement, remplaçant dans une certaine mesure les défenseurs des droits de l'homme. Le Kremlin a remarqué les volontaires pour la première fois quand une inondation catastrophique a touché la ville de Krymsk, en 2012. De très nombreuses photos et vidéos témoignant de l'inefficacité des autorités et de la corruption et de la négligence des services concernés ont alors circulé, ce qui a accru le mécontentement des habitants de la zone frappée par la tragédie. Le pouvoir avait vu dans tout cela une « campagne » contre le régime, ce qui était particulièrement sensible pour le Kremlin après les protestations massives de fin 2011 – début 2012. Depuis, le régime s'est mis à accorder une grande attention aux volontaires. D'une part, un système visant à les soutenir a été mis en place mais, d'autre part, la législation régulant leurs activités a été durcie. C'est ainsi que, en 2018, après de longues discussions, a été adoptée une loi spéciale sur les volontaires qui interdit de diffuser des informations obtenues pendant des catastrophes. L'intérêt actuel du Kremlin pour les volontaires est dû à sa volonté d'élargir l'emprise du pouvoir sur le secteur des ONG (qui a toujours été considéré comme potentiellement dangereux d'un point de vue politique) et de créer des mécanismes de mobilisation patriotique de la population autour des « intérêts panrusse ». Le Kremlin espère également que l'implication de la population dans le mouvement des volontaires contribuera à réduire le sentiment d'injustice sociale.

1.3. CONFLIT AU SEIN DE L'ÉLITE AUTOUR DE PLUSIEURS CÉLÈBRES RAPPEURS RUSSES

En novembre, l'annulation massive de concerts et les poursuites enclenchées dans tout le pays contre des groupes de musique (essentiellement de rap) populaires chez les jeunes, comme Allj, Husky, IC3PEAK, Friendzona et d'autres, ont eu un grand retentissement. Des sources citées par Znak.com ont indiqué que les pressions contre les musiciens ont commencé après la tuerie du lycée technique de Kertch et l'attentat suicide commis par un adolescent dans le bâtiment de la direction du FSB pour la région d'Arkhanguelsk. Mais deux autres sources interrogées par le site ont affirmé que l'annulation des concerts a été ordonnée non pas par les exécutifs régionaux mais par le Centre du ministère de l'Intérieur et par le FSB. Ces mêmes sources ont également assuré que la vague d'interdictions a été décidée par les administrations régionales, afin de montrer au Centre fédéral qu'elles étaient désireuses de se battre pour la moralité de la jeunesse. Les musiciens concernés eux-mêmes n'ont pas de position politique active, et s'il leur arrive d'évoquer des questions politiques, c'est essentiellement pour exprimer leurs opinions personnelles, souvent contradictoires. Ainsi, le rappeur Husky, qui est celui qui a le plus souffert des pressions exercées par les *siloviki*, avait activement soutenu les forces pro-russes dans le Donbass, ce qui ne l'avait pas empêché de prendre part à des projets organisés par des représentants du camp libéral.

Les arrestations des rappeurs et les annulations des concerts ont provoqué un conflit latent au sein de l'élite. D'un côté, il y a les siloviki, qui craignent une montée de l'extrémisme parmi les jeunes et tentent de prévenir ce phénomène, démontrant ainsi leur efficacité au président. Ils sont soutenus dans ce dossier par les administrations régionales, doublement vulnérables à la fois du fait des possibles pressions des siloviki à leur endroit et du fait de la responsabilité politique que leur attribue le Kremlin. D'où la tentation de se lancer dans une « chasse aux sorcières » qui pourrait viser des cibles très diverses — en l'occurrence, décision a été prise de s'en prendre aux rappeurs, car le pouvoir considère la jeunesse comme une catégorie particulièrement sensible. Or les rappeurs évoquent fréquemment dans leurs morceaux des sujets comme la drogue, l'anarchie ou encore le suicide, ce qui offre aux siloviki des angles d'attaque tout trouvés.

De l'autre côté, il y a les superviseurs fédéraux de la politique intérieure, déterminés à réduire autant que possible les conflits politiques et à désidéologiser l'espace politique afin de le rendre plus aisément contrôlable. Les annulations des concerts des rappeurs sont apparues à leurs yeux non seulement comme une mauvaise surprise mais aussi comme le signe d'une tendance inquiétante déployée derrière leur dos à l'initiative de siloviki disposant d'une certaine autonomie. À la surprise générale, les rappeurs ont été soutenus par des personnalités connues pour leurs positions conserva-

trices comme la directrice de RT Margarita Simonian et le présentateur des « Nouvelles de la semaine » Dmitri Kissilev (émission supervisée par Alexei Gromov). Ils ont également reçu l'appui du directeur du SVR Sergueï Narychkine. Pour ce dernier, c'était probablement une façon de reprocher à ses collègues à la tête d'instances concurrentes d'« aller trop loin ». Peu après, la plupart des rappeurs ont été libérés et la majeure partie des concerts prévus ont été rétablis, à la suite d'une intervention directe de l'équipe de Sergueï Kirienko. Mais celle-ci n'a pas réussi à faire cesser les poursuites partout, notamment parce que la campagne visant les rappeurs était si chaotique qu'il s'est révélé très compliqué de la juguler entièrement.

La position du président. Au vu de la façon dont Vladimir Poutine a répondu aux questions sur ce sujet pendant sa « grande conférence de presse » du 20 décembre, le président ne semble guère considérer, à titre personnel, qu'il existe un « problème jeunes », alors même que ce thème se trouvait à ce moment-là au cœur de nombreuses discussions aussi bien au sein de la communauté des experts que dans les médias. Même s'il s'est efforcé d'expliciter sa pensée sur la jeunesse à plusieurs reprises — lors de réunions du Conseil présidentiel pour le développement de la société civile et des droits de l'homme et du Conseil aux affaires culturelles, ainsi que pendant la grande conférence de presse —, Poutine n'a pas de position claire sur cette question qui semble demeurer périphérique à ses yeux. Globalement, depuis un mois, l'évocation de la jeunesse soulève chez lui trois problématiques : celle de la liberté de création et de ses limites (grossièreté des textes des chansons, mentions fréquentes de la drogue et du suicide) ; celle de la liberté d'expression (la régulation des réseaux sociaux) ; et celle de l'éducation patriotique (la responsabilité juridique pour les propos tenus sur l'État). Poutine n'a désigné que deux « lignes rouges » en soutenant le projet de loi récemment présenté à la Douma d'État interdisant l'outrage aux autorités (plus de détails sur ce texte plus bas) et en condamnant prudemment la propagande de la drogue et du suicide. En fin de compte, la seule tendance nette qui ressort chez Poutine, c'est la volonté de protéger l'État et une perception exagérée du degré de patriotisme de la jeunesse russe. Pour ce qui concerne la liberté de création, ses propos ont été contradictoires et décousus, ce qui indique qu'il ne sait pas très bien lui-même où doit se situer la frontière entre le tolérable et l'inadmissible, et qu'il ne va probablement pas perdre son temps à chercher à tracer nettement cette limite.

1.4. LE CONGRÈS DE RUSSIE UNIE

Les 7 et 8 décembre, le parti Russie unie a tenu à Moscou son congrès annuel. Cette année, l'événement a eu une grande portée politique. Premièrement, depuis deux ans le parti était au cœur de l'affrontement opposant des « superviseurs » concurrents : d'une part, le premier chef adjoint de l'administration présidentielle Sergueï Kirienko, d'autre part le président de la Douma d'État Viatcheslav Volodine. Deuxièmement, des rumeurs insistantes font état de la naissance prochaine d'un nouveau parti du pouvoir, du fait des nombreux griefs du Kremlin vis-à-vis de Russie unie et de la baisse de la popularité du régime. Troisièmement, les observateurs se demandaient comment le parti allait réagir à la montée du mécontentement de la société et ce qu'il allait entreprendre pour réduire le risque de nouveaux échecs électoraux après ceux enregistrés à l'automne 2018.

Selon le Centre Levada, les intentions de vote en faveur de Russie unie ont baissé de 11 points en un an (passant de 39 % en juin 2017 à 28 % en août 2018) ; le VTsIOM, de son côté, indique une chute encore plus importante, de 60 % en 2014, à l'apogée de la popularité du pouvoir, à 33-35 % en novembre-décembre 2018.

Voici les principaux enseignements qu'il est possible de tirer à l'issue du congrès :

- Le président Vladimir Poutine a assisté au congrès et y a pris la parole. Ce faisant, il a clairement démontré que Russie unie est appelée à demeurer le principal pilier politique du régime, et que le Kremlin n'envisage pas de l'évincer.
- Le Premier ministre Dmitri Medvedev, qui a également pris la parole lors du congrès, reste le chef officiel du parti et l'une des figures majeures du processus de prise de décision.
- L'influence de Sergueï Kirienko au sein du parti continue de s'étendre. Le Front populaire panrusse, qu'il supervise et dans lequel certains observateurs voyaient une possible alternative à Russie unie, ne reste qu'un « complément civique » du parti du pouvoir. Mais cela correspond tout à fait au style de direction de Kirienko, qui a l'habitude de s'appuyer sur des structures ayant su résister à l'épreuve du temps. En outre, il comprend parfaitement que Poutine ne souhaite pas s'impliquer dans la « création politique » et préfère conserver les institutions existantes plutôt qu'en fonder de nouvelles. Kirienko a l'intention de promouvoir ses intérêts au sein du parti par l'entremise de structures de formation des cadres comme la branche de « Leaders de Russie » dévolue aux partis, mais aussi le programme de renouvellement des cadres « Leader politique » et la Haute école du parti (un projet piloté par Konstantin Kostine). Cela va progressivement conduire à une « technocratisation » de Russie unie et à sa dépersonnalisation.
- Il faut souligner la présence au congrès (il avait été placé à la droite de Poutine) de l'ancien président de la Douma et actuel représentant de la Russie au sein

du Groupe de Minsk Boris Gryzlov, prédécesseur de Sergueï Kirienko à la tête du conseil de surveillance de Rosatom. Gryzlov préside le Conseil suprême de Russie unie. Il s'agit d'un organe pratiquement inactif qui réunit des personnalités disposant d'un poids politique considérable. Une tentative de lui redonner plus d'importance, entreprise en 2016, n'avait pas été couronnée de succès. Gryzlov a également cherché à accroître son influence sur le parti à travers l'institut d'expertise EISI, créé en 2016 sous Kirienko et dont il préside le conseil de tutelle. Mais malgré ces efforts, il n'a pas acquis de poids réel sur les travaux du parti. Sa proximité avec Poutine affichée lors du congrès confirme son rôle de « lieutenant » au service des intérêts de Kirienko et du secrétaire du Conseil général du parti Andreï Tourtchak.

- On observe justement le renforcement d'Andreï Tourtchak, qui a fait entrer au Conseil général (le principal organe exécutif du parti) plusieurs de ses proches, parmi lesquels le sénateur Andreï Klimov, président de la Commission temporaire du Conseil de la Fédération pour la protection de la souveraineté de l'État, ainsi que le député de la Douma d'État Alexandre Gribov, 32 ans, qui fut de 2012 à 2015 vice-gouverneur de la région de Iaroslavl en charge de la politique intérieure. Tourtchak est considéré comme une personnalité choisie par Poutine (qui est un ami de son père), mais sa nomination au poste de secrétaire général du parti en 2017 s'est peut-être faite à l'initiative du chef de l'administration présidentielle Anton Vaino (Vaino et Tourtchak sont tous deux proches du patron de l'entreprise publique Rostec Sergueï Tchemezov). Dans le même temps, il ne faut pas surestimer l'autonomie de Tourtchak vis-à-vis de Kirienko : premièrement, ce dernier travaille étroitement au quotidien avec Vaino ; deuxièmement, Tourtchak tient toujours compte des intérêts de Kirienko.

La proximité entre Kirienko et Tourtchak se manifeste notamment par le fait que Tourtchak sollicite activement des anciens de Rosatom restés proches de Kirienko pour mettre en œuvre des projets politiques auxquels ce dernier accorde une grande importance. C'est ainsi que, l'été dernier, Tourtchak a fondé au sein du Conseil de la Fédération un Conseil pour le développement de l'économie numérique. Cette instance a tenu sa deuxième réunion le 18 décembre ; à cette occasion, il a été décidé de former en son sein une section consacrée à l'industrie numérique, dont la présidence a été confiée à Ekaterina Solntseva, auparavant directrice du numérique à Rosatom.

- Le Kremlin n'est pas prêt à se lancer dans une transformation profonde du parti. Une seule décision a été prise en réaction au mécontentement de la population et à la baisse de la popularité de Russie unie : la création d'une commission d'éthique qui sera chargée d'examiner les déclarations inappropriées des fonctionnaires et des députés. Ces déclarations sont dernièrement devenues trop fréquentes, ce qui attise le mécontentement populaire. En outre, Russie unie va adopter un Code d'éthique qui devrait contenir des « commandements » dont le sens général peut se résumer à la nécessité, pour les représentants du parti, de se montrer modestes et de rester en toutes circonstances politiquement corrects.



- Le poids de Viatcheslav Volodine au sein du parti continue de se réduire. Même si l'une de ses proches, Olga Batalina (selon certaines informations, elle aurait pris ses distances avec lui et aurait établi une bonne relation de travail avec Tourtchak), a conservé son poste au Conseil général, le groupe Russie unie à la Douma d'État est désormais la dernière instance sur laquelle il exerce encore son influence. Et encore : à l'issue du congrès, il a été décidé de créer à l'intérieur du parti une procédure de discussion préliminaire sur les « initiatives législatives à grand retentissement », ce qui pourrait permettre à l'exécutif de Russie unie d'orienter l'activité législative du groupe du parti à la Douma.

2. ADMINISTRATION PUBLIQUE ET NOMINATIONS

2.1. NOUVEAU DURCISSEMENT DU CONTRÔLE D'INTERNET

2.1.1. NOUVELLES INITIATIVES DE BLOCAGE DE SITES

Le 14 décembre, les sénateurs Andreï Klichas et Lioudmila Bokova, ainsi que le député Andreï Lougovoï, ont présenté à la Douma d'État un projet de loi visant à instaurer des mesures garantissant le fonctionnement durable d'Internet en Russie. Les auteurs du texte estiment qu'il est nécessaire d'instaurer des lois préventives étant donné l'adoption en septembre 2018 par les États-Unis de leur stratégie de cybersécurité nationale. Les principales dispositions du projet de loi ont trait à la mise en place dans les réseaux des fournisseurs d'accès Internet (FAI) de moyens techniques de lutte contre les menaces. Ces moyens (le document ne précise pas en quoi ils consisteront exactement) seront gratuitement fournis aux FAI par le Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse (Roskomnadzor). En cas d'apparition de menaces pour l'intégrité, la stabilité et la sécurité du fonctionnement d'Internet, le Service pourra assumer la gestion centralisée du réseau, selon les modalités définies par le gouvernement. En l'absence de menaces évidentes, ces systèmes donneront au Roskomnadzor la possibilité de bloquer les sites interdits en Russie.

Le 18 décembre, des médias ont annoncé que le Roskomnadzor souhaitait introduire de nouvelles technologies permettant de bloquer les sites et réseaux de messagerie interdits, y compris Telegram. Selon des estimations préliminaires avancées par des sources citées par la rédaction russe de la BBC, le coût de ce projet serait d'environ 20 milliards de dollars. Le Roskomnadzor prévoit d'utiliser le projet de loi de Klichas, Bokova et Lougovoï pour justifier l'acquisition, aux frais de l'État, d'équipements permettant de bloquer les sites indésirables par DPI (*deep packet inspection*). Au printemps 2018, dans une tentative de grande ampleur de bloquer le serveur de messagerie Telegram, le Roskomnadzor avait bloqué quelque 11 millions d'adresses IP, dont une partie étaient utilisées par des boutiques en ligne, des entreprises de logistique ou encore des médias.

Les médias russes comparent déjà ce texte au projet chinois « Bouclier d'or ». Même des médias loyaux envers le pouvoir s'en sont émus (notamment les rédacteurs en chef de la Komsomolskaïa Pravda et du Moskovski Komsomolets). Ce projet de loi va dans le sens de plusieurs groupes d'influence proches d'une façon ou d'une autre des siloviki : Igor Chtchegolev (qui continue d'influencer le Roskomnadzor à travers le directeur actuel du Service, Maxime Jarov, qu'il a installé à ce poste) ; les cercles orthodoxes (le père Tikhon et l'homme d'affaires Konstantin Malofeïev) ; et le secrétaire du Conseil de sécurité Nikolai Patrouchev. Cette initiative provient pratiquement des mêmes groupes que ceux qui avaient milité en faveur d'un blocage total de Telegram en Russie.

2.1.2. L'INTERDICTION D'INSULTER LE POUVOIR SUR INTERNET

Un paquet de projets de loi visant à ce que les déclarations sur Internet irrespectueuses à l'égard du pouvoir soient juridiquement assimilées à des actes de « vandalisme mineur » a été présenté à la Douma d'État en décembre. Les auteurs du texte (le président du comité à la législation constitutionnelle du Conseil de la Fédération Andreï Klichas, la sénatrice Lioudmila Bokova et le député de la Chambre basse Dmitri Viatkine, souvent qualifiés de « lobby juridique » proche du pouvoir judiciaire) proposent que ces agissements deviennent des délits administratifs passibles d'amendes et d'arrestations pouvant durer jusqu'à 15 jours. Ils recommandent également d'octroyer au Parquet général le droit de bloquer les sites sur lesquels les propos injurieux ont été publiés. Un autre projet de loi assimile la diffusion de fausses nouvelles à l'appel à l'extrémisme. S'ils sont adoptés, ces textes vont significativement accroître les prérogatives du Parquet général, qui deviendra en quelque sorte un censeur des contenus postés sur Internet et un acteur clé de la « protection » de la réputation du pouvoir contre la moindre critique. Des sources anonymes citées par *Vedomosti* ont indiqué que le Kremlin avait l'intention de soutenir ce projet de loi, même si celui-ci pourrait être adouci lors de son examen par la Douma d'État.

L'un des objectifs de ce projet de loi est de faire obstacle à la diffusion des activités d'Alexeï Navalny et de son Fonds de lutte contre la corruption (FBK). Peu avant, le FBK avait accusé le chef de la Garde nationale, Viktor Zolotov, de se livrer à des surfacturations lors de commandes publiques ; la réaction outrée de Zolotov à ces accusations est sans doute pour beaucoup dans la rédaction du texte. Dans le même temps, RBK a appris que dès mai dernier, le FSB avait souhaité que soit effectué un contrôle des appels d'offres passés par la Garde nationale ; en novembre, le Service fédéral anti-monopole (FAS) s'est à son tour penché sur la question. Le célèbre journaliste Oleg Kachine a émis l'hypothèse que Navalny était devenu un instrument employé par diverses structures de force pour s'attaquer mutuellement. Ce qui est sûr, c'est que la montée des tensions entre siloviki nuit à Navalny lui-même, quel que soit le rôle qu'il a réellement joué dans cet épisode. Il existe au sein du régime un consensus sur la nécessité d'entraver les activités de l'opposition hors système.

2.1.3. LE « PROBLÈME YANDEX »

Le site russe The Bell a révélé à la mi-octobre que la Sberbank avait le projet de devenir l'actionnaire majoritaire de la plus grande entreprise internet russe, Yandex, et avait entamé des négociations en ce sens avec son fondateur et principal propriétaire, Arkadi Voloj. Selon des sources anonymes travaillant au Kremlin citées par *Vedomosti*, des réunions consacrées à cette question se sont tenues au plus haut niveau de l'État, du fait de l'importance accordée à l'espace de l'information et du

constat de l'impossibilité de contrôler le système, comme le résume une source tenant cette information d'un responsable haut placé : « Le processus [visant à « apprivoiser » Yandex] est en cours. » C'est dans ce contexte qu'a été présenté à la Douma d'État un projet de loi visant à interdire à des actionnaires étrangers de posséder plus de 20 % des actions d'un agrégateur de contenus russe. Ce texte concernera notamment Yandex News : la maison mère de Yandex est enregistrée aux Pays-Bas, et 85,1 % des actions de Yandex sont cotées au Nasdaq.

Yandex irrite le Kremlin depuis déjà plusieurs années. En 2009, Yandex a vendu à la Sberbank une « golden share » pour se prévenir contre une OPA que préparait Alicher Ousmanov. À l'époque, la Sberbank était perçue comme un partenaire capable de jouer un rôle d'arbitre dans le différend politique opposant Voloj à Poutine sur l'avenir de l'entreprise. En 2014, Poutine avait estimé que Yandex dépendait de « sponsors » américains, soulignant qu'Internet avait été créé aux États-Unis à l'initiative de la CIA. Les siloviki ont à de multiples reprises reproché à Yandex de présenter les informations de façon « antirusse et oppositionnelle ». À cette même période, le député de la Douma d'État Andreï Lougovoï a exigé du procureur général Iouri Tchaïka qu'il « règle le problème » de Yandex.News, qualifié d'outil d'influence de l'Occident utilisé pour mener une « agression numérique » contre la Russie. Depuis, la législation relative à l'espace virtuel de l'information a été significativement durcie, et Yandex a dû modifier en profondeur ses règles de sélection des informations, ce qui a suscité des critiques en provenance des libéraux. En 2016, l'entreprise a subi de nouvelles pressions, cette fois à cause de son service de porte-monnaie électronique Yandex Money : la Banque centrale de Russie l'a forcée à fermer tous les « comptes politiques » à travers lesquels l'opposition — avant tout celle liée à Alexei Navalny — récoltait des fonds destinés à financer ses campagnes électorales. En mars 2017, lors des manifestations de masse qui se sont déroulées dans toute la Russie, Yandex a été accusé d'avoir sciemment retiré des informations relatives à ces actions de protestation. La chaîne Dojd a rapporté que le Kremlin avait mené de longues négociations avec la direction de Yandex à propos des algorithmes de contenus de Yandex.News et des principes de publication des nouvelles. En 2017, à la veille de la campagne présidentielle, Vladimir Poutine s'est rendu pour la première fois dans les locaux de Yandex, ce qui fut perçu comme le signe d'un réchauffement de la direction du pays à l'égard de l'entreprise. Mais ce geste était avant tout lié à la tentative des superviseurs de la politique intérieure de « moderniser » l'image de Poutine en vue de l'élection présidentielle. Dans les faits, la position de Yandex est aujourd'hui beaucoup plus délicate qu'il y a quatre ans : les tensions géopolitiques sont bien plus prégnantes, et l'influence des siloviki n'a jamais été aussi forte. De plus, le Kremlin ne se préoccupe plus guère de son image en Occident.

2.1.4. LE PROBLÈME DE GOOGLE, TWITTER ET FACEBOOK

Mi-septembre, le directeur du Roskomnadzor Alexandre Jarov a annoncé la tenue d'une procédure de « vérification » de Twitter et de Facebook. Concrètement, il a déclaré avoir adressé à ces deux entreprises des courriers les interrogeant sur la façon dont elles se conforment aux dispositions de la loi sur le stockage des données personnelles, ajoutant que son service attendait des réponses pour le 17 janvier au plus tard. Le 30 décembre, les représentants de Twitter ont indiqué qu'ils étaient prêts à échanger avec le Roskomnadzor sur cette question.

La loi sur la localisation des données personnelles prévoit que les entreprises numériques actives en Russie ont l'obligation de stocker les données personnelles de leurs utilisateurs russes dans des bases de données situées sur le territoire de la Fédération.

Twitter et Facebook ne sont pas les seules entreprises du numérique à faire l'objet des vérifications du Roskomnadzor. Le 11 décembre, le Service a sanctionné Google d'une amende de 500 000 roubles pour avoir failli à son obligation de se connecter au registre unique des sites interdits, ce qui est obligatoire depuis le 1^{er} octobre pour tous les moteurs de recherche. Le Roskomnadzor est prêt à bloquer Google sur l'ensemble du territoire russe si l'entreprise ignore les règles relatives au filtrage des recherches portant sur des contenus interdits, a déclaré en décembre le directeur adjoint du Service, Vadim Soubbotine.

2.2. LE KREMLIN ENTRE DISCOURS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET NOUVEAU « TOUR DE VIS »

Le 11 décembre, Vladimir Poutine a présidé une séance du Conseil pour le développement de la société civile et des droits de l'Homme, dont la composition venait d'être renouvelée. À cette occasion, il a été interrogé à plusieurs reprises sur l'affaire « Nouvelle grandeur », dans le cadre de laquelle plusieurs personnes ont été emprisonnées pour extrémisme. À en juger par les propos qu'il a tenus lors de la partie à huis clos de la séance, Poutine n'avait pas été informé des détails de l'affaire et a exprimé un point de vue conforme à celui du FSB.

L'organisation « Nouvelle grandeur » est née à l'initiative d'un agent du FSB qui, après des conversations sur des forums de discussion, a proposé à plusieurs jeunes interlocuteurs, parmi lesquels Maria Doubovik (19 ans) et Anna Pavlikova (18 ans), de créer un groupe extrémiste. Il a également rédigé le Règlement du groupe. Ce texte, effectivement de nature extrémiste, fixait comme objectif à la communauté d'obtenir par la force un changement de pouvoir en Russie. Suite à cela, le FSB a ouvert une enquête pénale qui a abouti à l'arrestation de toutes les personnes impliquées.

Rappelons que l'arrestation de Pavlikova (son cas était particulièrement préoccupant car elle a connu de graves problèmes de santé en prison) et de ses amis a eu un grand retentissement : en août, une « marche des mères » improvisée avait eu lieu en solidarité avec les jeunes détenus. Pavlikova a également reçu le soutien de plusieurs partisans connus de Poutine, comme la rédactrice en chef de RT Margarita Simonian. Le 15 août, en bonne partie du fait de la pression exercée par l'opinion publique, l'instruction a soudain demandé le placement de Pavlikova et Doubovik en résidence surveillée, ce qui reflète l'absence de consensus au sein de l'élite sur les limites à fixer au FSB. Mais huit autres personnes demeurent emprisonnées. D'après des sources officielles, le FSB considère que cette affaire est d'une importance fondamentale, et le fait que les conditions de détention de Pavlikova aient été adoucies ne signifie pas que le service a l'intention de renoncer à poursuivre la « communauté ». Ces derniers mois, le FSB diffuse largement dans les médias, à travers des sources anonymes, l'idée d'une brusque progression de l'extrémisme au sein de la jeunesse. Poutine souscrit totalement à cette présentation des choses. D'ailleurs, la récente arrestation du défenseur des droits de l'Homme Lev Ponomarev est due au fait que le FSB a été profondément irrité par son soutien actif aux actions de protestation visant à soutenir les accusés de l'affaire « Nouvelle grandeur ».

Pendant la séance du Conseil, Poutine est apparu sincèrement outré par le sort réservé aux jeunes et a promis de tirer les choses au clair, mais il a tout aussi sincèrement considéré que la menace représentée selon le FSB par « Nouvelle grandeur » était particulièrement grave. « Vous trouvez qu'il n'y a pas assez d'attentats comme ça ? », s'est exclamé le président, affirmant que « ce mouvement, Nouvelle grandeur, avait l'intention de recruter des sympathisants au Caucase du Nord, dans la région de la Volga et en Crimée ».

Comme nous l'avons déjà rappelé, les superviseurs de la politique intérieure s'efforcent depuis deux ans d'humaniser l'image de Poutine. Beaucoup a été accompli pour cela. Le président s'est trouvé à l'origine de la décriminalisation de l'article 282 du Code pénal et a effectué plusieurs autres gestes symboliques. En décembre, après le décès de la célèbre militante des droits de l'homme Lioudmila Alexeïeva, il lui a personnellement rendu hommage. Il a également pris part à la cérémonie d'inauguration d'un monument à Alexandre Soljenitsyne et a accordé une attention particulière aux membres du Conseil pour les droits de l'Homme. Mais tout cela relève de calculs politiques de son administration, dont le premier objectif, ce faisant, est moins de rééquilibrer l'image du président que de tracer des lignes rouges destinées aux « services spéciaux », qui se sont mis dernièrement à se mêler trop activement du domaine réservé aux superviseurs de la politique intérieure. Il y a donc une tension sérieuse entre les siloviki et l'administration présidentielle. D'une part, on assiste au durcissement de la politique répressive de l'État (à l'initiative des siloviki et des protecteurs) ; de l'autre, aux tentatives (pas

toujours couronnées de succès) des « administrateurs » visant à lutter contre les « abus » des structures de force. Étant donné que Poutine semble plutôt prendre le parti des services, la confrontation entre ces deux tendances pourrait aboutir, au bout du compte, à des restrictions des droits et des libertés des citoyens.

2.3. LE CHANGEMENT DU REPRÉSENTANT DU PRÉSIDENT DANS LE DISTRICT FÉDÉRAL DU NORD-OUEST

Le 7 novembre, Vladimir Poutine a nommé Alexandre Goutsan, 58 ans, au poste de représentant du président dans le district fédéral du Nord-ouest. Goutsan était depuis onze ans vice-procureur général de Russie. Dans le cadre de ses fonctions, il était notamment chargé de superviser le travail du Parquet dans le district fédéral du Nord-Ouest. Il est considéré comme un homme du Premier ministre Dmitri Medvedev, qui a été son condisciple à l'Université d'État de Leningrad, de même que l'épouse de Goutsan, Natalia, qui préside depuis 2007 (avec une petite interruption) un tribunal de Saint-Pétersbourg. Un autre condisciple de Medvedev, Nikolai Vinnitchenko, a lui aussi occupé par le passé le poste de représentant du président dans le district fédéral du Nord-ouest et est aujourd'hui également vice-procureur général de Russie (le poste de procureur général étant détenu par Iouri Tchaïka).

Pour Alexandre Goutsan, cette nomination est une forme de mise à la retraite honorable. Il est le deuxième vice-procureur fédéral à quitter ses fonctions en peu de temps : Ivan Semtchichine, qui était vice-procureur depuis 2006, chargé de superviser les procureurs du district fédéral de Sibérie, avait démissionné le 26 octobre. Les vice-procureurs fédéraux sont au nombre de treize. Après les départs de Goutsan et Semtchichine, et la mort le 3 octobre dans un accident de la route de Saak Karapetian, trois postes restent vacants. Une source proche du Parquet a expliqué à *RBK* que Semtchichine avait été prié de prendre sa retraite après un contrôle des activités du Parquet de Sibérie effectué par le Parquet général.

Les remaniements au Parquet général affaiblissent Iouri Tchaïka et annoncent peut-être son limogeage à venir. Il a été reconduit à son poste en 2016 pour cinq ans, mais il est en fonction depuis 2006. C'est l'un des siloviki les plus faibles : il se trouve en permanence en conflit institutionnel avec le Comité d'enquête (SKR), et son nom est régulièrement cité dans des affaires de corruption et d'abus de pouvoir (rappelons seulement l'implication de son fils Artiom dans le scandale des casinos clandestins). Sa reconduction en 2016 s'explique surtout par le fait que, à l'époque, Poutine avait décidé de remettre le choix d'un nouveau procureur général à plus tard, une fois que serait réglé le sort du SKR et de son directeur Alexandre Bastrykine (autre silovik « à problèmes »). Quoi qu'il en soit, les temps sont mûrs pour des changements au sommet des organes de force, et les observateurs s'attendent à ce que Poutine procède bientôt à un renouvellement des cadres.



3. POLITIQUE RÉGIONALE

3.1. L'ÉLECTION DU GOUVERNEUR DE KHAKASSIE

Le 11 novembre, le communiste Valentin Konovalov, âgé de 30 ans, a été élu gouverneur de la Khakassie avec 57 % des suffrages au second tour. La participation a été plus élevée au second tour qu'au premier (46 % contre 42 %). Ce scrutin a été l'une des quatre élections gubernatoriales « anormales » de l'automne 2018.

Rappelons que le gouverneur sortant Viktor Zimine, bien que soutenu par la direction du ministère de la Défense (le ministre Sergueï Choïgou attache une importance particulière à la Khakassie) et par les grandes entreprises présentes dans la région (Rosneft et Rusal), n'avait pas réussi à se faire élire dès le premier tour le 9 septembre. Peu avant le second tour, Zimine — qui, de toute évidence, allait être battu par Konovalov — avait retiré sa candidature à la suite d'un coup de téléphone du Kremlin. L'administration présidentielle avait alors décidé de gagner un peu de temps pour préparer une option alternative. La possibilité d'invalider la candidature de Konovalov pour le second tour, un temps envisagée, a finalement été jugée trop risquée politiquement. Au lieu de cela, le Kremlin a opté pour un autre scénario : un second tour où Konovalov serait l'unique candidat. Dans ce cas de figure, le second tour devient une sorte de référendum où les électeurs sont invités à voter pour ou contre le seul candidat en lice qui, pour être élu, doit recueillir plus de 50 % des suffrages exprimés. Tous les adversaires du communiste se sont désistés à tour de rôle. L'administration présidentielle escomptait que, au vu de l'absence de choix, la population ne se mobiliserait pas pour aller voter, et le communiste échouerait à obtenir 50 % des suffrages, ce qui signifierait qu'il faudrait organiser un nouveau scrutin où, cette fois, un candidat pro-pouvoir aurait de bonnes chances de l'emporter.

Parallèlement, le jeune technocrate Maxime Razvojaïev a été nommé gouverneur par intérim de la République. Vladimir Poutine a pris grand soin de souligner que Razvojaïev n'était nommé que de façon provisoire, le temps de mener à son terme la campagne électorale. Mais dès le départ, il n'était pas exclu que, une fois que Konovalov aurait échoué, Razvojaïev puisse devenir le candidat du pouvoir lors de la nouvelle élection qui serait alors organisée. Razvojaïev a travaillé par le passé dans l'équipe du gouverneur du territoire de Krasnoïarsk Alexandre Khloponine et a étudié à l'école des gouverneurs RANKhiGS (située dans la zone d'influence du superviseur de la politique intérieure Sergueï Kirienko). En fin de compte, la victoire de Konovalov a été la troisième grosse défaite du pouvoir aux élections gubernatoriales. Razvojaïev a alors quitté la Khakassie et s'est fait élire à la tête du comité exécutif du Front populaire panrusse.

En Khakassie, le Kremlin disposait de peu d'options. Et ceci en bonne partie à cause d'une autre campagne gouvernementale : celle du territoire du Primorié, où Moscou voulait absolument assurer la victoire, le 16 décembre, du gouverneur par intérim Oleg Kojemiako. En septembre, le Kremlin avait annulé le résultat du premier tour, qui avait vu le communiste Andreï Ichtchenko obtenir un excellent score. L'administration présidentielle a ensuite opté pour une ligne dure en ne laissant pas Ichtchenko se présenter au nouveau scrutin. La candidature du communiste a été rejetée car il n'avait pas réussi à passer le filtre municipal (en réalité, il avait recueilli le nombre nécessaire de signatures de députés municipaux, mais la commission électorale régionale en a invalidé une partie). Parallèlement, le Kremlin est entré en négociation avec le parti communiste (KPRF) : le parti a accepté de ne pas présenter de candidat dans le territoire du Primorié, prétextant l'illégalité de l'annulation du scrutin de septembre (et ne reconnaissant donc pas celui de décembre). Dans ce contexte, l'administration présidentielle ne pouvait pas s'en prendre trop durement à Konovalov en Khakassie, car ses accords avec le KPRF dans le Primorié auraient alors pu être remis en question. Or la Khakassie est une région économiquement en difficulté, de faible importance politique, tandis que le territoire du Primorié, lui, a une grande valeur géopolitique. C'est pourquoi la campagne contre Konovalov en Khakassie s'est faite uniquement avec les moyens de la République, sans que l'« artillerie lourde » ne soit mise à contribution.

Citant des sources au sein de l'administration présidentielle, le quotidien *Vedomosti* a affirmé en novembre que le Kremlin avait décidé de faire évoluer sa tactique de sélection des candidats aux élections gouvernementales. Si jusqu'ici, Moscou avait surtout choisi des « clowns » pour faire le nombre, dorénavant les concurrents du favori du pouvoir devront correspondre à des exigences plus élevées et être prêts à diriger la région en cas de victoire. Cette information montre que l'administration du président est décidée à durcir ses relations avec le KPRF et le LDPR en les forçant à présenter aux élections régionales des personnalités qui, de fait, seront pratiquement des candidats pro-pouvoir. Cela signifie que la « démocratie négociée » va de plus en plus souvent connaître des ratés et qu'on verra de plus en plus de candidatures qui n'auront pas été coordonnées avec le Kremlin ; ce dernier n'aura alors d'autre choix que d'utiliser de façon plus sévère encore l'outil du filtre municipal. En 2019, l'une des principales interrogations de la vie politique du pays portera sur l'évolution des relations entre le Kremlin et le KPRF.

3.2. L'ÉLECTION DU GOUVERNEUR DU TERRITOIRE DU PRIMORIÉ

Le 16 décembre, Oleg Kojemiako, soutenu par le Kremlin, a été élu gouverneur du territoire du Primorié avec 62 % des voix et une participation anormalement élevée (46 % contre respectivement 30 % et 35 % au premier et au second tours en sep-

tembre). Comme expliqué plus haut, ce scrutin a été organisé à la suite de l'annulation fin septembre par la Commission électorale centrale des résultats du second tour « du fait de l'impossibilité d'établir la sincérité du vote ». Andreï Tarassenko, le favori de Poutine, avait alors remporté une victoire extrêmement douteuse, ne devant pas le représentant du KPRF Andreï Ichtchenko qu'à la toute fin du dépouillement des bulletins (ce qui a donné des raisons de croire que des fraudes importantes avaient été improvisées au dernier moment). Cette fois, le Kremlin a fait un maximum d'efforts pour que Kojemiako gagne dès le premier tour.

Cette campagne a été exceptionnelle à plusieurs égards :

- Kojemiako a mené une campagne ouvertement populiste, ce que le Kremlin n'apprécie généralement pas. Ses nombreuses promesses sociales, difficilement réalisables, étaient de nature à engendrer des attentes excessives et à provoquer par la suite une profonde désillusion de la population. L'un de ses engagements les plus notables — l'adoption d'une loi sur le versement de pensions aux « enfants de la guerre » (c'est-à-dire aux personnes nées entre 1928 et 1945) — était une mesure que le Kremlin n'avait pas les moyens d'étendre à l'ensemble du pays. Il souhaitait également rétablir l'élection au suffrage direct du maire de Vladivostok, ce qui allait à l'encontre de la tendance générale en cours dans le pays : le pouvoir préfère de plus en plus éviter des élections directes, où ses candidats sont fréquemment confrontés à des représentants de l'opposition susceptibles de les battre.

- Le Kremlin a toutefois autorisé Kojemiako à « jouer avec le feu » : le candidat a pu exploiter les sentiments de défiance à l'égard de Moscou en critiquant avec virulence le Centre fédéral et en exigeant pour son territoire une plus grande autonomie financière et divers avantages supplémentaires. Tout cela en bénéficiant d'un vaste appui de Moscou : Poutine a notamment soutenu sa volonté de transférer la capitale du district fédéral d'Extrême-Orient de Khabarovsk à Vladivostok. Pour garantir la victoire de son favori, le Kremlin était donc prêt à encourager des tendances centrifuges, ce qui témoigne de son aptitude à mettre en danger ses intérêts de long terme pour régler un problème immédiat.

- Kojemiako n'avait pratiquement aucun concurrent sérieux. Andreï Ichtchenko n'a pas été autorisé à se présenter et a cessé toute activité, se contentant d'appeler ses sympathisants à déposer un bulletin nul dans l'urne, ce qui ne pouvait pas réduire les chances de Kojemiako d'être élu. Le KPRF a renoncé à faire campagne dans le Primorié, en échange de la promesse du Kremlin de reconnaître la victoire en Khakassie du communiste Valentin Konovalov. Le principal adversaire de Kojemiako était donc Andreï Andreïtchenko, du LDPR, qui n'a quasiment pas fait campagne. Il a pourtant récolté officiellement 25 % des suffrages (bien plus en réalité), ce qui représente un signal inquiétant pour le Kremlin. Les autres candidats n'ont fait que de la figuration.

- Le jour du scrutin, les observateurs indépendants se sont vus interdire l'accès à la plupart des bureaux de vote. Le KPRF, qui a pourtant pour habitude de demander l'inclusion de ses représentants dans les commissions électorales locales, a pour sa part décidé de ne pas envoyer d'observateurs.

- La campagne a été agitée. Premièrement, Kojemiako a été accueilli avec hostilité par les élites locales, dont le poids politique est considérable (notamment par l'ancien maire de Vladivostok Igor Pouchkarev, qui a conservé une influence notable dans la capitale du territoire, ainsi que par l'ancien gouverneur Sergueï Darkine, qui est un homme d'affaires important du Primorié). Deuxièmement, les conseillers politiques envoyés par Sergueï Kirienko (la campagne a été supervisée par Alexandre Kharitchev), ont eu des difficultés à s'entendre avec ceux envoyés par Iouri Troutnev. Dès lors, certains canaux anonymes sur Telegram ont activement diffusé des rumeurs affirmant que Kojemiako ne réussirait pas à se faire élire. Son éventuel échec aurait indiscutablement été imputé à Troutnev ; sa victoire, au contraire, a été « privatisée » par l'équipe de Kirienko.

- Kojemiako a perdu la « bataille » pour la région de Sakhaline, dont il avait été le gouverneur avant d'être nommé dans le territoire du Primorié. C'est un homme de Kirienko, Valéri Limarenko, issu de Rosatom, qui en a pris la tête.

Formellement, Oleg Kojemiako a été élu de façon convaincante (avec 61,88% des suffrages), mais des experts indépendants ont souligné plusieurs anomalies. D'après l'association Golos et plusieurs spécialistes des questions électorales, dans de nombreux bureaux de vote Kojemiako s'est vu attribuer un score largement exagéré, de l'ordre de 70 %, alors qu'en moyenne, ses résultats ont oscillé entre 38 et 52 %. Partout dans ces bureaux de vote, ce sont des machines à voter d'ancien modèle qui ont été utilisées. Autre anomalie : une participation très élevée, supérieure de 15 % au premier tour de septembre, quand la campagne avait été nettement plus disputée. Selon le mathématicien et analyste électoral Sergueï Chpilkine, si les résultats enregistrés dans les bureaux de vote où des anomalies ont été constatées n'avaient pas été pris en compte, Kojemiako n'aurait obtenu qu'environ 46 % des voix, et il aurait donc fallu organiser un second tour.

3.3. LES CHANGEMENTS DE GOUVERNEURS

3.3.1. LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU BACHKORTOSTAN

Le 13 octobre, Vladimir Poutine a nommé par décret Radii Khabirov président du Bachkortostan. Khabirov est connu pour avoir dirigé de 2003 à 2008 l'administration du président du Bachkortostan de l'époque, Mourtaza Rakhimov, avant de devoir quitter son poste à cause d'un conflit avec celui-ci. Au même moment, il avait été exclu de Russie unie. Suite à cela, le superviseur de la politique intérieure Vladislav Sourkov l'avait invité à venir travailler à l'administration présidentielle, où il a occupé diverses fonctions jusqu'au remplacement en 2016 de Viatcheslav Volodine par Sergueï Kirienko. En guise de compensation pour son départ du Kremlin, Khabirov a reçu l'assistance du Centre fédéral pour se faire élire maire de Krasnogorsk (région de Moscou), ce qui représentait indéniablement un signe de disgrâce.

Le précédent président de la République, Roustem Khamitov, a de son côté intégré le conseil d'administration de la plus grande entreprise locale, Bashneft, qui est contrôlée par Rosneft. Le patron de Rosneft Igor Setchine a tenté sans succès d'imposer son propre candidat à la tête de la région, ce qui infirme le mythe de sa toute-puissance. Des sources au Kremlin ont expliqué le limogeage de Khamitov par sa faible popularité : il risquait de perdre l'élection suivante, prévue pour septembre 2019. Il avait également été affaibli par les conflits ayant éclaté au sein de l'élite de la République, ainsi que par ses mauvaises relations avec plusieurs acteurs fédéraux (notamment l'Entreprise de soude du Bachkortotsan, contrôlée par Viktor Vekselberg) et une partie des élites régionales formées à l'époque de Rakhimov, qui a présidé la République jusqu'en 2010. En outre, le Kremlin ne lui a pas pardonné de s'être prononcé en 2008, en compagnie de Iouri Loujkov et Mintimer Chaimiev, en faveur du rétablissement de l'élection des chefs des régions au suffrage universel direct.

Il est intéressant de noter qu'immédiatement après sa nomination, Khabirov a rencontré Mourtaza Rakhimov, puis Igor Setchine, affichant un grand respect pour les acteurs de poids dans la région.

3.3.2. LE NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA RÉGION DE KOURSCK

Le 11 octobre, Alexandre Mikhaïlov a annoncé sa démission de son poste de gouverneur de la région de Koursk, qu'il occupait depuis 18 ans. Le vice-ministre des Transports Roman Starovoït a été nommé gouverneur par intérim. Alexandre Mikhaïlov avait initialement été élu avec le soutien du KPRF, avant de se rapprocher du parti du pouvoir. Son limogeage s'inscrit dans la logique qui consiste, dans un contexte marqué par la hausse du mécontentement populaire, à écarter les gouverneurs qui se sont « éternisés ».

Roman Starovoït est originaire de la région de Koursk, même s'il a effectué la quasi-totalité de sa carrière à Saint-Pétersbourg. Dans la deuxième moitié des années 2000, il travaille au gouvernement de la Capitale du Nord, où il est chargé d'attirer les investissements. En novembre 2012, il est nommé à la tête de l'Agence fédérale des routes (Rosavtodor), où il supervise la construction du pont de Crimée : ce projet a été réalisé par les frères Rotenberg, ce qui laisse à penser que Starovoït serait leur créature. Il est à noter que Starovoït était devenu vice-ministre des Transports quelques jours à peine avant de s'installer dans son fauteuil de gouverneur, ce qui reflète bien la grande volatilité de la politique des cadres et l'impréparation de nombreuses nominations.

Comme les nouveaux gouverneurs par intérim des régions de Lipetsk et de Kourgan, Starovoït a suivi le programme de formation de cadres RANKhiGS. Mais aujourd'hui, il ne faut plus nécessairement y voir un signe de proximité avec Sergueï Kirienko : les « ascenseurs » que ce dernier a créés sont désormais utilisés par les divers groupes d'influence comme accélérateurs de carrière pour leurs hommes.

3.3.3. LE NOUVEAU GOUVERNEUR DU TERRITOIRE DE TRANSBAÏKALIE

Le 26 octobre, Vladimir Poutine a nommé l'ex-vice-ministre pour l'Extrême-Orient Alexandre Ossipov gouverneur par intérim du territoire de Transbaïkalie. Le poste était devenu vacant après la démission de Natalia Jdanova le 11 octobre. La nomination de son successeur a traîné en longueur : le Kremlin a mis deux semaines à entériner la démission de Jdanova, en attendant de sélectionner le prochain gouverneur. Ce délai est assez exceptionnel : il est très rare qu'un chef de région quitte son poste avant d'y avoir été autorisé par l'administration présidentielle.

Le territoire de Transbaïkalie est une région en grande difficulté. Il sera très difficile d'y obtenir de bons indicateurs de développement. Lors de son entretien avec Poutine, le nouveau gouverneur a ouvertement demandé au Centre fédéral d'étendre à la Transbaïkalie « les mesures et instruments de soutien existant dans les régions d'Extrême-Orient ». Suite à cela, le président a décidé d'incorporer le territoire de Transbaïkalie ainsi que la République de Bouriatie, tout aussi sinistrée, au district fédéral d'Extrême-Orient (jusqu'ici, ces deux sujets de la Fédération relevaient du district fédéral de Sibérie), ce qui leur donne automatiquement accès à divers projets de développement comme des avantages fiscaux et des subventions d'infrastructures à leurs projets d'investissement.

L'actuel ministre de l'Extrême-Orient, qui était donc le supérieur hiérarchique direct d'Alexandre Ossipov quand celui-ci y était vice-ministre, est Alexandre Galouchka. Galouchka et Ossipov sont tous deux considérés comme des hommes du vice-Premier ministre et représentant du président dans le district fédéral d'Extrême-Orient (DFO) Iouri Troutnev. C'est lui qui a obtenu la nomination d'Ossipov à la tête de la Transbaïkalie et le rattachement de celle-ci au DFO. Alexandre Ossipov, de même qu'Alexandre Galouchka, sont tous deux liés à l'union patronale « Delovaïa Rossia », qui a longtemps été dirigée par Boris Titov, l'actuel délégué aux droits des entrepreneurs auprès du président de la Russie, et chef du Parti de la Croissance.

4. POUVOIR ET OPPOSITION

4.1. LE PROBLÈME ALEXEÏ NAVALNY

Le 15 novembre, la grande chambre de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu publique sa nouvelle décision dans l'affaire « Alexeï Navalny contre la Russie ». Les arrestations de l'opposant lors de rassemblements tenus en 2012 et 2014 ont été reconnues comme étant politiquement motivées et contraires à l'article 18 de la Convention européenne des droits de l'homme, et la Russie a été condamnée à verser au plaignant un dédommagement de 63 000 euros. Il s'agit d'une grande victoire pour l'opposant, que le Kremlin refuse de reconnaître comme un adversaire politique légitime. C'est aussi la première fois que la CEDH considère des arrestations survenues lors de manifestations comme motivées politiquement.

Ces dernières années, la tactique du Kremlin vis-à-vis d'Alexeï Navalny a toujours consisté à le laisser à l'écart du champ systémique : il n'est pas autorisé à se présenter à des élections, il lui est interdit d'organiser des actions de protestation de grande ampleur, il est régulièrement mis sous les verrous. Chacune de ses apparitions dans le champ systémique suscite une réaction immédiate du Kremlin. Rappelons à cet égard que, peu après la diffusion par la station de radio Écho de Moscou d'un entretien réalisé par la rédactrice en chef du magazine d'opposition The New Times Evguenia Albats avec Navalny, The New Times a été condamné à une amende sans précédent de 22,5 millions de roubles, ce qui était pratiquement synonyme de ruine et de fermeture pour ce média. L'amende a tout de même pu être payée grâce à une campagne de dons, mais le message du Kremlin n'en est pas moins clair : de telles initiatives seront sanctionnées.

La victoire de Navalny devant la CEDH vient encore détériorer ses relations avec le Kremlin. Car désormais, la moindre entrave ou presque à ses activités peut être de nouveau contestée devant la justice internationale. Voilà qui augmente considérablement les enjeux de la lutte politique et fait de Navalny un élément encore plus irritant pour le pouvoir. Moscou va probablement se plier à la décision de la Cour, même si les débats pourraient reprendre de plus belle sur l'utilité de l'appartenance de la Russie au Conseil de l'Europe.

Ces derniers temps, plusieurs développements semblent annoncer l'adoption d'une ligne plus dure à l'égard de Navalny. Une condamnation à une peine de prison ferme n'est pas à exclure. Premièrement, il a échoué à mettre sur pied des manifestations de protestation massives contre la réforme des retraites et reste à la périphérie du mécontentement social. Deuxièmement, à la différence de Viatcheslav Volodine, les superviseurs de la politique intérieure voient en Navalny non pas un homme politique mais



un « petit escroc » qui ne mérite pas de participer à la vie politique du pays. Troisièmement, Navalny provoque des conflits au sein de l'élite. Ainsi, ses révélations sur la corruption au sein de la Garde nationale ont suscité une réaction extrêmement émotionnelle de Viktor Zolotov, ce qui a été mal vu par le Kremlin. S'y ajoute désormais un quatrième aspect : son activité devant la CEDH, ce qui met à rude épreuve la relation déjà très tendue entre la Russie et le Conseil de l'Europe, et place la législation russe sous pression. Si les relations russo-occidentales continuent de se dégrader, la tentation d'envoyer Navalny en prison peut augmenter.



5. PRINCIPAUX INDICATEURS SOCIOLOGIQUES

5.1. LA BAISSÉ DU NIVEAU DE VIE ENTRAÎNE UN CHANGEMENT DES PRIORITÉS DE LA POPULATION

D'après les chiffres de l'Institut d'analyse et de prévision socio-économique de l'Académie russe de l'économie nationale (INSAP RANKHIGS), les Russes ont consacré en août 77,9 % de leurs revenus au paiement de biens et de services¹. Ce ratio n'a jamais été aussi élevé depuis 2004. Au même moment, le Service fédéral des statistiques (Rosstat) a annoncé que les revenus réels de la population étaient en baisse pour le deuxième mois consécutif. Cette baisse s'est aggravée en septembre, passant à 1,5 %, alors qu'elle avait été de 0,9 % en août en termes annuels. À la surprise des experts, Rosstat a ensuite fait savoir que les revenus avaient augmenté de 0,3 % en octobre, mais une nouvelle baisse a été enregistrée dès novembre (-2,9 %). Les revenus de la population s'étaient réduits pendant quatre années consécutives (de 2014 à 2017) et n'avaient recommencé à croître qu'au moment de la campagne présidentielle.

Cette baisse du niveau de vie a eu des effets sur la conscience collective. La dernière enquête du Comité d'initiatives citoyennes (KGI)² l'a bien montré : le désir de justice sociale est désormais plus prononcé que les espoirs placés dans un *leader* fort et dans l'État. Les Russes jugent que des changements rapides et profonds sont nécessaires, et sont prêts pour cela à accepter davantage de risques. Ce changement de priorités est également confirmé par une enquête de l'Institut de sociologie de l'Académie russe des Sciences, qui conclut que le nombre de Russes estimant que « la Russie doit être une grande puissance dotée d'une armée forte » est passé de 67 % en 2014 à 49 % aujourd'hui. Au cours des quatre dernières années, on a constaté une évolution de la vision qu'ont les Russes des valeurs sur lesquelles le futur du pays doit être bâti. La demande de « justice sociale » reste la première priorité des citoyens, mais elle est passée de 47 % à 59 %. On observe également la hausse de la demande de démocratie, passée sur la même période de 27 % à 37 %.

5.2. LA COTE DE POPULARITÉ DU POUVOIR S'EST STABILISÉE MAIS LES SENTIMENTS PROTESTATAIRES AUGMENTENT

D'après les chiffres publiés en décembre par les instituts de sondage, la cote de popularité du pouvoir s'est globalement stabilisée après plusieurs mois de baisse. Les données publiées par le VTsIOM début décembre³ montrent que cette stabilisation s'est produite vers la fin de l'automne. Il existe trois indicateurs clés : le taux d'approbation pour Vladimir Poutine, qui était de 90 % en 2015, 58 % en 2013 et qui s'élève aujourd'hui à 63-64 % ; le taux de confiance envers le président, qui se situe depuis

1. <https://www.ranepa.ru/social/informatsionno-analiticheskij-byulleten>

2. <https://komitetgi.ru/news/news/3902/>

3. <https://wciom.ru/index.php?id=236&uid=9484>

deux mois aux alentours de 35-37 % (il avait culminé à 70 % en 2014, et était encore de 58 % en mars, au lendemain de l'élection présidentielle) ; enfin, les intentions de vote en faveur de Poutine, qui se sont également stabilisées (selon le Centre Levada, elles étaient en novembre de 40 % sur l'ensemble de la population et de 56 % parmi les citoyens certains d'aller voter).

Dans le même temps, on assiste à la hausse des sentiments protestataires au sein de la population. Un sondage effectué par le Centre Levada⁴ montre que 30 % des Russes se disent prêts à participer à des actions de protestation pour des raisons socio-économiques et 22 % pour des raisons politiques. Six mois plus tôt, ils étaient respectivement 8 % et 6 %. Autre indicateur intéressant dans ce contexte : la hausse de la nostalgie à l'égard de l'URSS, ce qui peut être interprété comme un signe de vulnérabilité sociale. Selon le Centre Levada⁵, cette dernière tendance est de plus en plus notable : en 2018, les citoyens qui « regrettent » la disparition de l'URSS sont deux fois et demie plus nombreux que ceux à qui l'époque soviétique ne manque pas (66 % contre 25 %). Cette hausse concerne également les jeunes générations qui n'ont pas connu cette période. Ces sentiments nostalgiques ont été au plus haut (74-75 %) en 1999-2000, quand la Russie était plongée dans une crise profonde. La cause première en reste la situation économique des personnes interrogées, ce qui signifie que cette partie de la population perçoit l'État comme le garant de la stabilité sociale et redoute l'affaiblissement de sa capacité à remplir ses obligations.

4. <https://www.levada.ru/2018/12/13/protestnyj-potentsial-i-otvetstvennost/>

5. <https://www.levada.ru/2018/12/19/nostalgiya-po-sssr-2/>

6. PROSPECTIVE : LES GRANDES QUESTIONS DU PREMIER TRIMESTRE 2019

6.1. L'ADRESSE DU PRÉSIDENT À L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

De 2008 à 2016, l'adresse du président à l'Assemblée fédérale a toujours eu lieu à la fin de l'année, en novembre ou en décembre. En 2017, Vladimir Poutine a fait une exception à cette règle : étant donné qu'il était en campagne électorale en vue de sa réélection, il avait décidé de combiner l'adresse aux deux Chambres avec la présentation de son programme. Cela a logiquement conduit à décaler l'adresse suivante à début 2018. La présidente du Conseil de la Fédération a annoncé que, cette année, l'adresse présidentielle devrait intervenir durant le premier trimestre.

L'adresse de début 2018 avait été l'une des plus importantes de toute l'histoire de la Russie contemporaine : à cette occasion, le président a tracé les grandes lignes de plusieurs projets nationaux majeurs et confirmé sa détermination à développer et moderniser les armements nucléaires stratégiques, ce qui reste un facteur clé de la politique étrangère russe et des relations de Moscou avec l'Occident. La prochaine adresse est tout aussi attendue : le président pourrait y évoquer une possible réforme constitutionnelle (discutée depuis longtemps en coulisse), ainsi que les remaniements à venir, d'éventuelles réformes politiques et les projets socio-économiques.

6.2. L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN UKRAINE

Même si, pour Moscou, l'élection présidentielle en Ukraine relève avant tout de la politique étrangère, elle pourrait également avoir des effets importants sur la politique intérieure russe et sur la situation dans le pays. L'approche du scrutin augmente le degré de tension géopolitique autour de la Russie : de nouveaux incidents comparables à celui du détroit de Kertch pourraient survenir, des conflits anciens (le Donbass) pourraient connaître une résurgence et une aggravation des sanctions occidentales n'est pas exclue. Ce contexte augmente l'influence des *siloviki* et des services spéciaux, place les enjeux géopolitiques au centre des préoccupations du Kremlin et tend à accaparer l'attention du président au détriment de la politique intérieure. Plusieurs risques majeurs peuvent être identifiés :

- En cas d'incidents et d'affrontements militaires russo-ukrainiens, les sanctions occidentales pourraient être élargies.
- Le schisme des Églises et le risque, très réel, de l'éclatement de conflits locaux autour de certaines paroisses situées en territoire ukrainien et d'« actifs ecclésiastiques » importants sont susceptibles d'entraîner en Russie un renforcement de l'« orthodoxie politique » (avancement des discussions sur la création de partis politiques orthodoxes, restrictions d'ordre idéologique dans le domaine de la culture et de l'éducation).



- Enfin, si la stabilité politique en Ukraine se dégrade et qu'apparaissent des signes de guerre civile (ce scénario est peu probable, mais il ne doit pas être exclu), il n'est pas impossible que la Russie opte pour une tactique radicale comparable par son ampleur aux événements de mars 2014.

6.3. LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA BAISSÉ DE POPULARITÉ DU POUVOIR

Jusqu'ici, la baisse de la popularité du pouvoir a eu des effets concrets limités (quoique significatifs) : avant tout, cela s'est traduit dans les résultats des élections gubernatoriales. Trois scrutins sur seize ont été remportés par des représentants de l'opposition systémique, et dans le territoire du Primorié, le Kremlin a été contraint de déployer une campagne sans précédent depuis des années — et même là, il n'est pas parvenu à obtenir la victoire aisée qu'il espérait. À l'avenir, le désamour populaire envers Poutine et Russie unie va progressivement revigorer la vie politique du pays : l'opposition dite « hors système » va se battre pour obtenir le droit de participer aux élections et l'opposition systémique sera tentée de prendre davantage d'autonomie, ce qui pourrait à son tour entraîner des conflits et même des schismes au sein des partis qui la constituent. Le Kremlin va devoir « s'occuper » des deux principaux partis de l'opposition systémique, le KPRF et le LDPR. Pour ces deux formations, la question d'un changement de leader devient de plus en plus urgente. Globalement, le pouvoir doit adapter le système des partis à la nouvelle réalité politique. Enfin, en prévision des élections gubernatoriales de l'automne 2019 qui s'annoncent compliquées, le Kremlin va sans doute procéder à une série de remaniements à la tête des régions. Une nouvelle « purge des gouverneurs » n'est pas à exclure durant le premier trimestre 2019.